

L'intégration des réfugiés en Norvège

Partage international n° 344 - Avril 2017

par Ana Swierstra Bie

Le langage s'enrichit sans cesse de nouvelles expressions comme celles employées pour la première fois par la première ministre norvégienne lors de son discours du nouvel an, le premier janvier 2016 : il s'agit de *l'intégration au jour le jour*. Cette expression entend souligner que les citoyens ordinaires et les bénévoles jouent quotidiennement un rôle primordial dans la réussite de cette intégration des immigrants dans la société - un rôle bien plus important que les déclarations et documents officiels.

Au fil du temps, l'immigration est devenue un sujet de controverses. Beaucoup de pays s'en inquiètent au lieu de la considérer comme un problème humanitaire. Pourtant, la crise des réfugiés n'a plus rien d'un phénomène temporaire ; c'est au contraire une nouvelle réalité sociale et politique soulevant des questions qu'aucune nation ne peut éluder.

Les migrations s'intensifient à l'échelle planétaire. Selon les projections de l'Onu, 200 millions de personnes fuiront leurs patries à cause du seul changement climatique. Par ailleurs, le *Huffington Post* rapporte que, selon les experts militaires, les changements climatiques pourraient entraîner davantage de guerres, et, donc, de réfugiés. Leur nombre serait alors sans précédent dans l'Histoire, ainsi que l'ampleur de la catastrophe humanitaire qui s'ensuivrait. Pourtant, le droit de protection et d'asile ne relève pas de la seule charité ou des organisations humanitaires, mais des droits humains fondamentaux. La Norvège a ratifié la Convention des réfugiés de l'Onu et assume la responsabilité de recevoir et d'aider les réfugiés.

Un pays modèle

La Norvège est un petit pays ne comptant que 5,3 millions d'habitants ; pour elle, l'immigration est un phénomène relativement nouveau. En 1950, elle ne comptait qu'1,4 % d'immigrés, venus principalement de pays voisins et d'Europe de l'Ouest. En 2017, ses immigrés viennent de plus de 200 pays et représentent 16 % de sa population, si

l'on tient compte des Norvégiens nés de parents immigrés. Parmi eux, 200 000 sont des réfugiés, soit 3,8 % de la population totale.

La Norvège est une nation démocratique et moderne jouissant d'un niveau de vie élevé, et fondée sur l'égalité sociale et des sexes, la liberté d'expression et de croyance, et la non-discrimination des minorités. Les services de santé sont bons et le système éducatif assure à tous les mêmes occasions de réussir. Notre société se caractérise par un haut degré de confiance mutuelle et un faible niveau de corruption.

Alors que dans les années 1970 on incitait les premiers travailleurs immigrés à conserver leur langue et leur culture, aujourd'hui l'objectif est l'assimilation, officiellement pour éviter les « *sociétés parallèles* » formées d'individus et de groupes ne prenant pas part à la société ou ne sentant pas qu'ils en font partie. En effet, de telles sociétés parallèles sont susceptibles de miner la confiance sociale, ce qui peut induire à la fois criminalité et tendances populistes.

Il existe un large consensus en Norvège selon lequel on devrait clairement exiger des réfugiés et des immigrants qu'ils participent et contribuent à la société qui les accueille, et qu'ils comprennent, respectent et favorisent les valeurs démocratiques fondamentales norvégiennes.

La *Loi d'Introduction* de 2003 investit chaque municipalité de la responsabilité d'offrir un programme de qualification à plein temps aux nouveaux réfugiés. Les réfugiés et les membres de leur famille âgés de 18 à 55 ans ayant besoin des qualifications de base ont le droit et l'obligation de suivre, normalement pendant deux ans, un « *programme d'introduction* » complet et individualisé comprenant principalement l'apprentissage du norvégien, des études sociales, et la préparation à l'entrée dans le monde du travail, ou à des études prolongées.

Certes, l'enseignement de la langue tient compte des différents niveaux, et celui des études sociales est toujours dispensé dans la langue natale du réfugié, ou dans une langue qu'il comprend, mais, dans tous les cas, l'explication des règles, lois et caractéristiques principales de notre société, ainsi que des valeurs norvégiennes fondamentales, ses

devoirs, droits et possibilités, fournit aux réfugiés une bonne connaissance de la société norvégienne et de la vie de notre communauté.

Les participants réguliers à ce programme ont droit à une allocation, mais, pour obtenir un permis de résidence permanent, ils doivent suivre jusqu'au bout ce cursus, consistant en 550 heures de formation linguistique et 50 heures d'études sociales en trois années maximum, avec un examen final obligatoire. Les réfugiés adultes peu éduqués ou totalement dépourvus d'éducation élémentaire ont le droit de fréquenter les écoles primaires et secondaires. Quant aux enfants et aux très jeunes gens, ils sont admis dans les classes maternelles ou élémentaires.

Cependant, aucun demandeur d'asile ne peut participer à ce programme avant d'être accepté ou de s'être vu accorder un statut de réfugié, et beaucoup doivent patienter longtemps - parfois même des années - dans des centres de réception, où ils ont droit à un hébergement et à un soutien financier de base. Certaines municipalités gèrent plusieurs centres de réception décentralisés en différents endroits. Des arrangements spéciaux sont prévus pour les mineurs non accompagnés.

Le rôle des municipalités

Ce sont les municipalités volontaires qui sont responsables du logement et de l'intégration des réfugiés, une fois qu'ils sont acceptés et répartis dans différentes régions. Les comtés signent avec les autorités centrales des accords en fonction de leurs capacités de logement et des installations et services qu'elles peuvent mettre à la disposition des réfugiés, et elles reçoivent des subventions.

Les municipalités sont tenues de fournir aux réfugiés tous les services nécessaires à leur intégration : la sécurité sociale, l'éducation des enfants, un logement décent, une formation professionnelle et une aide à l'emploi, certains de ces services étant inclus dans le programme d'introduction. Les municipalités les plus efficaces dans ce domaine sont celles qui travaillent activement à impliquer les Norvégiens et les réfugiés déjà installés dans l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, prouvant ainsi la valeur et la nécessité de *l'intégration au jour le jour*.

S'adapter à une société étrangère n'est jamais facile, surtout lorsqu'on a été contraint de s'enfuir. Traumatisés par la guerre et la perte de leurs biens, les réfugiés doivent tout recommencer à zéro, apprendre une nouvelle langue, s'adapter à de nouvelles coutumes et à des codes culturels différents. Beaucoup viennent d'un pays moins

développé ou fonctionnant mal, et se retrouvent dans une société très moderne et démocratique. Et le climat norvégien est une difficulté supplémentaire, surtout dans le nord avec sa longue nuit polaire et ses basses températures.

L'intégration est un processus à double sens. Il exige des efforts, de l'activité et des initiatives de la part des immigrés eux-mêmes, mais aussi de la souplesse de la part des autorités, des communautés locales, des bénévoles, du marché du travail et des acteurs économiques - car la peur de l'inconnu et des étrangers peut affecter aussi bien les autochtones que les immigrants.

La place de la Norvège dans l'indice international de la Politique d'intégration des migrants est très élevée, mais ce succès en comparaison d'autres pays n'est peut-être pas directement lié à nos politiques d'immigration. En effet, l'économie norvégienne est restée à un niveau élevé de prospérité, et le chômage est inférieur à celui de beaucoup d'autres pays. De plus, le pays a accueilli davantage de migrants économiques que de réfugiés.

Cependant, les statistiques montrent que certaines catégories de réfugiés et d'immigrés trouvent moins facilement du travail que le reste de la population. Il y a peu de travail pour les travailleurs non spécialisés, et, souvent, les employeurs exigent des diplômes de l'enseignement supérieur. Ceux qui ont peu ou pas du tout d'éducation se retrouvent devant un long chemin à parcourir. Un bon niveau dans la pratique de la langue norvégienne est souvent requis, beaucoup d'employeurs hésitent à engager des étrangers, et les réseaux sociaux sont souvent inexistantes. De plus, les qualifications acquises précédemment ne sont pas souvent validées, et nombre d'immigrants sont surqualifiés par rapport aux emplois qu'ils trouvent. La deuxième génération est mieux assimilée, et compte dans ses rangs une large proportion d'étudiants.

Favoriser la qualité de l'intégration

Beaucoup de Norvégiens craignent les changements induits par l'immigration, et les menaces qu'elle fait planer sur la stabilité de la société et sur les traditions : comme les habitants de nombreux pays, ils sont fiers de leurs acquis nationaux et des droits et libertés chèrement acquis par les efforts persévérants des générations précédentes.

Depuis la fin de 2015, la Norvège a durci les conditions d'acceptation des migrants ; c'est à présent l'un des pays européens les plus restrictifs dans ce domaine. Le gouvernement cherche à

favoriser une bonne intégration des immigrants en n'acceptant pas davantage de demandeurs d'asile que ce qui peut être absorbé par le marché de l'emploi et le système d'aide sociale. Etant donné que le système d'aide sociale norvégien repose sur un faible taux de chômage, certains pensent qu'il pourrait devenir difficile de défendre la légitimité du système si ce taux augmentait sensiblement.

En même temps il est devenu difficile d'entrer en Norvège en passant par le Danemark, la Suède ou la Russie, en raison des contrôles d'identité renforcés aux frontières, et de l'accord passé par les dirigeants européens avec la Turquie pour que cette dernière retienne les réfugiés et les migrants. L'Union européenne est également en train de renforcer le financement des garde-côtes libyens afin qu'ils empêchent les migrants de traverser la Méditerranée. Il n'y a donc plus d'itinéraire légal et sûr pour gagner l'Europe, d'autant qu'il est illégal de les y aider sous peine de poursuites judiciaires. Ainsi, ces êtres humains sans défense qui comptent parmi les plus vulnérables au monde n'ont pas le droit de demander l'application de leur droit d'asile.

Il est clair que l'ordre mondial actuel n'est pas soutenable. Dans bien des territoires de ce monde la répartition injuste des ressources empêche toujours davantage de vivre décemment et en paix. Il n'est pas réaliste de croire que cette large portion de la population mondiale pourrait continuer à accepter une aussi dramatique indigence. Nous sommes conjointement responsables de ces graves déséquilibres économiques, écologiques et sociaux qui exigent des mesures d'une toute autre envergure.

Il est certes important de préserver au niveau national la culture, la liberté et la démocratie, mais il ne sert à rien de défendre les intérêts nationaux et l'identité nationale pour de seules raisons égoïstes. Si notre individualisme prévaut, cela nous confinerà

dans le culte de la séparation et de la haine, ainsi qu'au culte nostalgique et irréal des gloires passées, nous empêchant de faire face aux défis actuels. Il est déjà clair que certains gouvernements et certains segments de leurs populations sont victimes de l'illusion qu'ils peuvent rester bien tranquillement au chaud à l'intérieur de leurs frontières, indifférents aux graves problèmes affectant le reste du monde.

Mais la véritable menace pour notre identité et nos chères valeurs ne vient pas de l'extérieur. Elle vient de l'intérieur de nous-mêmes, et aucun mur, aucun contrôle douanier - aussi strict soit-il - ne peut nous en protéger.

On peut comprendre que la pression de l'immigration fasse ressurgir pour un temps les éléments égoïstes, peureux et ambitieux qui se terrent au fond de nous-mêmes et dans le subconscient des nations, et que les gens se rebellent en se croyant forcés d'adopter une vision des choses plus inclusives. Mais si nous voulons résoudre cette crise affligeante, il est nécessaire que nous redéfinissions notre conception de nous-mêmes - que nous vivions comme faisant partie d'une humanité une et indivisible - et que nous apprenions à penser globalement et de façon inclusive. C'est seulement lorsque nous consacrerons nos identités individuelles à enrichir ce bien commun qui nous dépasse, contribuant ainsi volontairement au bien-être de l'humanité, que nous évoluerons enfin en tant que famille de nations vers un avenir nouveau et meilleur.

Norvège **Auteur** : Ana Swierstra Bie, collaboratrice de Share International résidant à Kristiansand (Norvège).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()